

Conseil européen de Bruxelles

Dans ses conclusions, le Conseil européen, qui s'est tenu les 22 et 23 mars dernier, se prononce, notamment, sur :

- le pacte de stabilité et de croissance : il approuve le rapport du Conseil ECOFIN du 20 mars 2005 intitulé "Améliorer la mise en œuvre du Pacte de stabilité et de croissance" qui maintient les principes et valeurs du Pacte et décline cinq domaines où des améliorations pourraient être apportées (joint en annexe II aux conclusions du Conseil).

- la stratégie de Lisbonne à mi-parcours : il souligne son bilan mitigé et la nécessité de la recentrer sur la croissance et l'emploi, pour cela "l'Union doit davantage mobiliser les moyens nationaux et communautaires appropriés - y compris la politique de cohésion - dans les trois dimensions économique, sociale et environnementale" (6). Le Conseil rappelle "l'importante contribution de la politique de l'environnement à la croissance et à l'emploi" et attend le Livre vert de la Commission sur l'efficacité énergétique fin 2005 (19). "Sont également nécessaires" pour créer un cadre attrayant pour les entreprises et les travailleurs des "services d'intérêt général de qualité et à des prix abordables" (20). "Le marché intérieur des services doit être pleinement opérationnel tout en préservant le modèle social européen. A la lumière du débat en cours, qui montre que la rédaction actuelle de la proposition de directive ne répond pas pleinement aux exigences, le Conseil européen demande que tous les efforts soient entrepris dans le cadre du processus législatif pour dégager un large consensus répondant à l'ensemble de ces objectifs. Le Conseil européen note que des services d'intérêt économique général efficaces ont un rôle important à jouer dans une économie performante et dynamique" (22). Le Conseil rappelle la nécessité de "la réduction du niveau général des aides d'Etat, tout en tenant compte des défaillances éventuelles du marché" (23), annonce la préparation d'un accord pour fin 2005 sur "une méthodologie commune de mesurage des charges administratives" avec "la participation de tous les acteurs directement concernés par ce processus" (24), souligne "l'importance de la réalisation des projets prioritaires dans le domaine des réseaux de transport et d'énergie et invite l'Union et les Etats membres à poursuivre leurs efforts d'investissement et à encourager les partenariats public-privé" (27). "Dans le cadre de ses travaux en cours sur la relance de la stratégie de Lisbonne, la Commission se penchera sur les questions qui se posent concernant la manière d'assurer un financement viable de notre modèle social et fera rapport au Conseil européen qui se tiendra à l'automne (30). Pour améliorer la gouvernance de la stratégie, le Conseil retient "une nouvelle approche, basée sur un cycle de trois ans qui débute cette année et qui devra être renouvelée en 2008" (39) : sur la base de "lignes directrices intégrées", approuvées par le Conseil, "les Etats membres établiront sous leur responsabilité des programmes nationaux de réforme" [...] qui feront l'objet d'une consultation avec toutes les parties prenantes au niveau national et régional, y compris les instances parlementaires" (39.c). Chaque année, le Conseil européen "se prononcera sur les ajustements des 'lignes directrices' qui s'avèreraient nécessaires" (39.e).

- le développement durable sur lequel "le Conseil .../..

The European Council of Brussels

In its conclusions, the European Council held on 22nd and 23rd March 2005, makes declarations on, in particular:

- the stability and growth pact: it endorses the report by the ECOFIN Council of 20th March 2005 entitled "Improving the implementation of the Stability and Growth Pact" which upholds principles and values of the Pact and, identifies five areas where improvements could be made (included in appendix II of the Council's conclusions).

- Strategy of Lisbon, half way through: it underlines its not so encouraging achievement and the need to focalise it on growth and employment, to that end " the Union must draw upon all appropriate national and Community resources – including the cohesion policy – in the Strategy's three dimensions, economic, social and environmental" (6). The Council reiterates "the significant contribution of the environmental policy towards growth and employment" and awaits the Commission's Green Paper on energy efficiency, by end of the year 2005 (19). "There is also need", in order to create an attractive setting for business and for the workers, "for high-standard and affordable services of general interest " (20). "The internal market of services has to be fully operational whilst preserving the European social model. In the light of the ongoing debate, which shows that the directive as it is currently drafted does not fully meet these requirements, the European Council requests that all efforts should be undertaken, within the legislative process, in order to secure a broad consensus that meets all these objectives. The European Council observes that efficient services of general economic interest have an important role to play in a competitive and dynamic economy" (22). The Council points out the need for " the reduction in the general level of State aid whilst, at the same time, making allowance for any market failures" (23), announces the preparation of an agreement to be reached by the end of the year 2005 on "a common methodology for measuring administrative burdens" with "the participation of all actors that are directly concerned with this process" (24), emphasises "the importance of carrying out priority projects in the field of transport and energy networks and calls on the Union and the Member States to keep up their investment efforts and to encourage public-private partnerships" (27). " in the context of its ongoing work concerning the re-launching of the Lisbon Strategy, the Commission will contemplate on arising issues about how feasible funding of our social model could be ensured and, will report to the European Council which will be held in autumn (30). In order to improve on the governance of the strategy, the Council adopts "a new approach, based on a three-year cycle which begins this year and which will thus have to be renewed in 2008" (39): on the basis of integrated guidelines, endorsed by the Council, " Member States will draw up, under their own responsibility, "national reform programmes" [...] which will be a subject for consultations with all stakeholders, at regional and national levels, including parliamentary bodies " (39.c). Every year, the European Council "will review progress and decide on any necessary adjustments to the integrated "guidelines" " (39.e).

- sustainable development on which "The Council .../...

est convenu d'adopter lors de sa prochaine session de juin une 'Déclaration sur les principes directeurs du développement durable' [...] qui servira de base au renouvellement de la stratégie" adoptée à Göteborg en 2001 (42).

- "la nécessité de commencer la construction de ITER sur le site européen avant la fin de 2005" (47).

Le Conseil a, également, adopté le "Pacte européen pour la jeunesse" pour "faire bénéficier les jeunes européens d'un ensemble de politiques et de mesures qui s'intègrent à la stratégie de Lisbonne", "sa réussite suppose l'implication de tous les acteurs concernés et, en tout premier lieu les organisations de jeunesse". Le Conseil européen propose à l'Union et aux Etats membres des lignes d'actions en matière d'emploi, d'intégration, de promotion sociale, dans le domaine de l'éducation, la formation et la mobilité, pour la conciliation de la vie professionnelle et de la vie personnelle et familiale (annexe I).

Texte complet des conclusions du Conseil :

http://ue.eu.int/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/fr/ec/84331.pdf

Sommet social tripartite

Le Sommet social tripartite du 22 mars dernier a permis de recueillir l'adhésion des partenaires sociaux et des deux prochaines présidences de l'Union (Royaume-Uni et Autriche) sur l'approche globale choisie par la présidence luxembourgeoise pour réviser la stratégie de Lisbonne. Un large accord s'est aussi dégagé sur la gouvernance de la stratégie et sur le renforcement de l'appropriation nationale de cette stratégie impliquant plus fortement les partenaires sociaux au niveau européen et national.

A l'issue du Sommet, les partenaires sociaux ont fait une déclaration commune sur l'évaluation à mi-parcours de la stratégie de Lisbonne dans laquelle ils précisent ♦ que pour s'attaquer à la faiblesse de l'Europe en termes de croissance et d'emploi ils ont "élaboré une conception commune, pour les éléments clés du concept de compétitivité dans un environnement macroéconomique sain", à savoir : l'innovation, l'employabilité, des systèmes de protection efficaces, des politiques environnementales qui trouvent le bon équilibre entre avantages à long terme et coûts à court terme, un environnement public favorable (réglementation, concurrence, infrastructures, services), des politiques macroéconomiques saines (budgétaire, monétaire, salariale) ♦ qu'ils soutiennent la proposition de préparer des programmes nationaux sur la stratégie de Lisbonne afin de réduire le déficit de sa mise en œuvre et "soulignent l'importance d'être impliqués, tant au niveau national dans l'élaboration des programmes nationaux, qu'au niveau européen lors de l'évaluation de sa mise en œuvre et de ses résultats" ♦ que "l'emploi représente de loin la première priorité du programme de travail du dialogue social autonome entre partenaires sociaux au niveau européen", qu'ils ont entamé une réflexion sur le contenu du prochain programme de travail de leur dialogue et qu'ils sont conscients de la nécessité de l'intégrer fermement dans la stratégie de Lisbonne.

Texte de la déclaration sur :

<http://www.europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/05/353&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=en>

Livre blanc SIG

Le Comité des régions a adopté, le 23 février dernier, son avis sur le Livre blanc sur les services d'intérêt général. Le Comité relève six points "très largement positifs" dans le Livre blanc (la responsabilité partagée, la référence .../..

agrees to adopt, during its next session in June, a 'Declaration on guiding principles for sustainable development [...] which will be used as a basis for the renewing of the strategy" adopted in Göteborg in 2001 (42).

- "the need to start the construction of ITER on the European site before the end of 2005" (47).

The Council, also, adopted the "European Youth Pact" in order to "to make available, to European youths, all policies and measures which are fully integrated into the strategy of Lisbon", "its success supposes the involvement of all concerned actors, first and foremost of which, youth organisations ". The European Council proposes to both the Union and Member States lines of action as regards employment, integration, social advancement, in the field of education, training and mobility, for the reconciliation of professional life and personal and family life (appendix I).

The full text of the Council's conclusion available on:

http://ue.eu.int/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/en/ec/84331.pdf

Tripartite social Summit

The Tripartite Social Summit held on 22nd March 2005 made it possible to obtain the approval of social partners and that of the two next presidencies of the Union (the United Kingdom and Austria) for the global solution opted by the Luxembourg presidency, for the revision of the Lisbon strategy. A broad agreement was also reached on the governance of the strategy and the reinforcement of national appropriation of this strategy involving, more strongly, social partners at the European and national levels.

At the end of the Summit, social partners made a Joint Declaration on the evaluation of the strategy of Lisbon, half-way through, in which they specify ♦ that in order to address Europe's weakness in terms of growth and employment they have "worked out a common conception for the key elements of the concept of competitiveness in a healthy macroeconomic environment", namely: the innovation, the employability, effective protection systems, environmental policies which achieve the right balance between long-term advantages and short-term costs, a favourable government environment (regulation, competition, infrastructures, services), healthy macroeconomic policies (budgetary, monetary, wages) ♦ that they support the proposal to prepare national programs on the Lisbon strategy in order to reduce the deficit of its implementation and "stress the importance of being involved, so much at the national level in the development of the national programs, as at the European level during the evaluation of its implementation and its results" ♦ that "employment represents, by far, the foremost priority of the working program of the independent social dialogue between social partners at the European level " and, that they have started to think about the agenda of the next working program on their dialogue and that they are aware of the need to firmly integrate it in the of Lisbon strategy.

Text of the declaration on:

<http://www.europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/05/353&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=en>

White Paper on SGI

On 23rd February 2005 the Regions Committee adopted its opinion on the White Paper on services of general interest. The Committee notes six points "widely positive" in the White Paper (shared responsibility, the reference .../...

à l'article III-122 de la Constitution, les méthodes de financement, la primauté des objectifs et des missions sur les règles de concurrence et la révision des directives sectorielles est prévue en 2006, une communication sur les services sociaux d'intérêt général, l'engagement en faveur d'une révision de la procédure d'évaluation des libéralisations), mais souligne simultanément les incertitudes et l'insécurité qui subsistent en matière de normes juridiques, économique, subsidiarité, politique (1.3). Le Comité analyse ensuite les diverses dimensions des SIG : le cadre institutionnel européen, la politique de cohésion, la concurrence, la distinction entre SIG économiques et non économiques, le secteur social et la santé, les directives sectorielles, le commerce et la coopération internationale. Pour finir il formule des recommandations pour les développements à venir. Elles concernent : le manque de "lumière sur les futurs actes législatifs et sur les modifications du droit actuel du marché intérieur et de la concurrence", les propositions de la Commission "pour rendre sûres les conditions de financement des SIG", l'urgence de les rendre sûres et la nécessité de "continuer à associer tous les acteurs concernés" par les SIG, le respect de la liberté de choix des collectivités locales en matière d'organisation des SIG, la nécessité de "revoir les procédures d'évaluation des mesures de libéralisation en 2005 à la lumière des avis des toutes les parties prenantes et de l'impact social et environnemental", la nécessité "de définir des obligations d'évaluation réalisée par une méthode fondée sur les principes d'indépendance, de pluralisme et de qualité. En tout état de cause, il ne faut pas poursuivre le processus des libéralisations sans procéder à une minutieuse et constante évaluation de leur impact au niveau économique, social, territorial et environnemental" (2).

http://corregistry.cor.eu.int/CORregistryDocument.aspx?identifiant=cd\comm.pol.eco%2Bsoc2002-06\dossiers\ecos-040\cdr327-2004_fin_ac.doc&language=FR&text=

Politique sociale et démographie

Le 16 mars dernier, la Commission a publié un Livre vert intitulé "Face aux changements démographiques, une nouvelle solidarité entre générations". Considérant que les changements démographiques auxquels l'UE est confrontée auront un impact considérable sur toute la société et l'économie, elle veut ouvrir le débat sur la façon de traiter ces questions et le rôle que l'Union devrait jouer, même si la majorité de leurs éléments relèvent de la responsabilité des Etats membres, "car ils concernent l'Union européenne dans son ensemble". Des contributions écrites peuvent être envoyées et le 11 juillet prochain, la Commission organisera une Conférence européenne à Bruxelles, qui rassemblera des experts, des décideurs de haut niveau, des membres de la société civile, pour discuter du suivi du Livre Vert.

http://www.europa.eu.int/comm/employment_social/social_situation/green_paper_fr.html

Initiative

Le CELSIG organise, le **27 juin prochain**, au Comité économique et social européen, un **séminaire européen** qui s'intitulera "**Quelle Europe de l'électricité ?**" s'inscrivant dans le cadre du programme de travail de la Commission fixé par le Livre blanc sur les services d'intérêt général.

Plus d'informations dans le prochain bulletin.

to article III-122 of the Constitution, funding methods, the primacy of objectives and of missions over competition rules and the revision of sectoral directives are envisaged in 2006, a communication on social services of general interest, commitment in favour of a revision of the procedure of the evaluation of liberalisations but, at the same time, stresses uncertainties and insecurity as regards legal standards, economic, subsidiarity, policy matters (1.3). The Committee then analyses various dimensions of the SGI: the European institutional setting, the cohesion policy, competition, distinction between economic and non-economic SGI, the social sector and health, sectoral directives, trade and international co-operation. To conclude it draws recommendations for future developments. These concern: lack of "clarity on future legislative acts and on modifications of the current law on internal market and competition", the Commission's proposals "to render reliable financing conditions of SGI", the urgency to make them reliable and the need to "continue to associate all actors concerned " by SGI, the respect of the freedom of choice of local communities as regards the organisation of SGI, the need "to re-examine procedures of the evaluation of liberalisation measures in 2005 in the light of the opinions of all stakeholders and the social and environmental impact", the need "to define evaluation obligations carried out by a method based on the principles of independence, of pluralism and quality. In any case, the process of liberalisations should not be continued without carrying out careful and constant evaluation of their impact at the economic, social, territorial and environmental levels "(2).

http://corregistry.cor.eu.int/CORregistryDocument.aspx?identifiant=cd\comm.pol.eco%2Bsoc2002-06\dossiers\ecos-040\cdr327-2004_fin_ac.doc&language=FR&text

Social policy and demography

On 16th March 2005, the Commission published a Green Paper entitled "Confronting demographic change: a new solidarity between the generations". Considering that demographic changes with which the EU is confronted will have a considerable impact on the whole society and the economy, it intends to launch a debate on addressing these questions and the role which the Union should play, even if the elements fall under the responsibility of Member States, "for, they concern the European Union as a whole". Written contributions are invited and, on 11th July 2005, the Commission will organise a European Conference in Brussels, which will bring together experts, high level decision makers, members of the civil society, to discuss the follow-up to the Green Paper.

http://www.europa.eu.int/comm/employment_social/social_situation/green_paper_en.html

Initiative

CELSIG will, on **27th June 2005**, organise a **European seminar** entitled "**Which Europe of electricity?**", at the European Economic and Social Committee "a subject within the scope of the working program of the Commission fixed by the White Paper on services of general interest.

Further information in the next bulletin.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. E-mail <celsig@celsig.org> Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé par E-mail. *Distributed E-mail*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.